

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION
COMMUNE DE LA POSSESSION
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
AFFAIRE N°01/DECEMBRE/2025

**NOMBRE DE CONSEILLERS
EN EXERCICE : 38**

SÉANCE DU 17 DECEMBRE 2025

NOTA :

Le Maire certifie que :

- La convocation a été adressée le :
11 décembre 2025 (L.2121-12 du CGCT)
- La synthèse des votes du Conseil
Municipal a été affichée et mise en ligne le :

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept
décembre à quinze heures trente s'est réuni
en séance ordinaire le Conseil Municipal de La
Possession sous la présidence de Mme
Vanessa MIRANVILLE, Maire.

22 DEC. 2025

Le Maire,



Vanessa MIRANVILLE

ÉLUS PRESENTS :

Vanessa MIRANVILLE - Christophe DAMBREVILLE - Michèle MILHAU - Jocelyne DALELE - Jean Marc VISNELDA - Marie Line TARTROU - Henri ANANELIVOUA - Armand VIENNE - Denise FLACONEL - Christian JOLU - Christopher CAMACHETTY - Marie Josée POLEYA - Éliette DABIEL TABLEAU - Sylvio DIJOUX - Pascale VAR COURTOIS - Claude CELESTE - Florence HOAREAU - Jacqueline LAURET - Charles DE LAUNAY - Fabiola LAGOURDE - Edmée DUFOUR - Gilles HUBERT - Camille BOMART - Marceau JULENON - Philippe ROBERT - François DELIRON - Laurent MARCELINA - Marie-Annick DOBARIA

ÉLUS REPRESENTÉS :

Édith LO-PAT procuration à Denise FLACONEL - Jean Bernard MONIER procuration à Christophe DAMBREVILLE - Valérie MAREUX TRECASSE procuration à Christopher CAMACHETTY - Mireille GERBITH procuration à Fabiola LAGOURDE - Yannick POULOT procuration à Florence HOAREAU

ÉLUS ABSENTS :

Houssamoudine AHMED - Odile ABRAL - Frédérique GRONDIN - Fabienne ILAHA - Amandine TAVEL

Il a été procédé conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à la désignation d'un secrétaire de séance.

Mme Denise FLACONEL a obtenu l'unanimité des voix, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a déclaré accepter.

Le Conseil Municipal étant en nombre suffisant (27 élus présents à l'ouverture de séance) pour délibérer valablement, le Maire a déclaré la séance ouverte.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- À compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

AFFAIRE N°01 : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 28 OCTOBRE 2025

Le Maire rappelle que lors de la séance du mardi 28 octobre 2025, le Conseil municipal a délibéré sur les affaires suivantes :

Affaires	Intitulés
Information	Installation d'un conseiller communautaire
1	Approbation du procès-verbal de la séance du 20 août 2025 (+1 annexe)
2	Liste des décisions prises par le Maire (+1 annexe)
<u>Territoire Durable</u>	
Foncier	
3	Aménagement de la piste cyclable avenue de la Palestine - Convention de prise de possession par anticipation (+2 annexes)
4	Convention de servitude au profit du Syndicat Intercommunal d'Électricité du Département de la Réunion (SIDELEC) sur la parcelle AV 516 (+1 annexe)
5	Conventions de servitude au profit d'EDF sur le Stade Roland Robert - Parcelles AO 1133 et AO 1162 (+1 annexe)
6	Convention de mise à disposition d'un parking privé au bénéfice de la Commune - Parcelle BM 89p (+1 annexe)
7	Convention de mise à disposition temporaire de locaux communaux au profit de La Poste (+1 annexe)
8	Constitution d'une servitude d'accès au profit de la parcelle AN 1752 (+1 annexe)
<u>Ressources et Moyens</u>	
Ressources Humaines	
9	Créations et modifications de postes (+1 annexe)
10	Création contrat d'apprentissage RQTH : augmentation du quota
11	Recensement de la population - Recrutement d'agents recenseurs
Pôle Moyen - Informatique	
12	Avenant à la convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité (+1 annexe)
Pôle Ressources	
13	Rapport des mandataires - SPL Énergies Réunion (+1 annexe)
14	Acquisition 2 parcelles Bellevue (+1 annexe)
15	Tarifs commercialisation des parcelles Mantaly et Olivine (+1 annexe)
16	Convention SIDELEC enfouissement RN1e (+1 annexe)
17	Approbation de l'opération "Réhabilitation des voiries communales et travaux de réfection des berges impactées par le cyclone Garance"
Juridique	
18	Indemnités des élus - Mise à jour
Finances	
19	Budget supplémentaire 2025 Ville (+1 annexe)
20	Budget supplémentaire 2025 Fossoyage (+1 annexe)
21	Débat d'Orientation Budgétaire 2026 (+1 annexe)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- À compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

22	Débloqué de la retenue de garantie au profit de l'entreprise SAPEF
Vie Associative	
23	Attribution de subventions supplémentaires aux associations
Ressources et Moyens	
Juridique	
24	Attribution de la protection fonctionnelle à une élue (+1 annexe)

Conformément aux dispositions du Règlement Intérieur,

Le Conseil municipal,

À l'UNANIMITÉ des suffrages exprimés : 27 votes Pour et 6 Abstentions (Gilles HUBERT, Fabiola LAGOURDE (+ Procuration de Mireille GERBITH), Édmée DUFOUR, Marceau JULENON, Philippe ROBERT)

- **Approuve le procès-verbal de la séance du mardi 28 octobre 2025, joint en annexe, de la présente délibération.**

Fait et clos les jour, mois et an que dessus et ont signé après lecture les membres présents.

La secrétaire de séance



Denise FLACONEL

Le Maire



Vanessa MIRANVILLE

- À compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.